Mouvement lycéen : pour l'historien Enzo Traverso, « au-delà des revendications immédiates, c'est une révolte contre l'ordre constitué »

Face à un système qui ne leur promet plus d'avenir, les jeunes générations renouent avec la révolte, en France comme ailleurs dans le monde. Pour l'historien Enzo Traverso, ces mobilisations puisent dans la mémoire souterraine des luttes passées et pourraient ouvrir la voie à un nouvel horizon d'émancipation. Diego Chauvet

Publié le 5 novembre 2026



« Ce mouvement n'est pas né, comme d'autre part le passé, contre une réforme. Il surgit de conditions d'étude et d'existence devenues intenables », rappelle l'historien Enzo Traverso.
© Hannah Assouline/opale.photo

À l'heure où la France et d'autres pays d'Europe sont traversés par une très forte colère sociale, l'historien Enzo Traverso interroge ce qui nourrit les révoltes et leur rapport aux luttes du passé. Avec *Survivances de la révolte* (la Découverte), il achève une trilogie ouverte par *Mélancolie de gauche* (2016) et poursuivie avec *Révolution* (2022). Il revient sur le rôle de la jeunesse, les mémoires souterraines des luttes et la difficulté de faire émerger une alternative politique.

Votre livre paraît alors que la France se soulève. Que voyez-vous émerger dans cette révolte ?

Enzo Traverso Historien

Je suis agréablement surpris de constater une résonance entre les thèmes que j'ai abordés dans mon livre et l'actualité, marquée par une révolte qui s'exprime de manière particulièrement éclatante, voire spectaculaire, en France. Mais c'est un phénomène global. Le 17 octobre, dans plusieurs villes italiennes, les modalités d'action ont été très similaires à celles observées en France.

Je pense que nous assistons aux symptômes d'une révolte, dans laquelle les nouvelles générations jouent un rôle particulièrement significatif. Au-delà des revendications immédiates, c'est une révolte contre l'ordre constitué, contre le système social et politique imposé, perçu par les jeunes comme une véritable cage de fer, une camisole de force, une punition.

En mai 1968, il y avait une génération qui n'acceptait pas le futur qui lui était proposé. Aujourd'hui, la jeunesse se révolte contre un système qui ne lui offre aucun futur, ou plutôt un futur qui, pour l'écrasante majorité, sera pire que celui de ses parents : un avenir de précarité sociale, mais aussi d'écocide, de menaces sur les conditions mêmes d'existence de l'humanité sur cette planète. Les jeunes générations en ont une conscience beaucoup plus aiguë que la mienne. Elles ont donc toutes les raisons de se révolter.

Comment le manque d'enseignants et les classes surchargées débouchent-ils sur une contestation politique aussi profonde ?

Ce mouvement n'est pas né, comme d'autre part le passé, contre une réforme. Il surgit de conditions d'étude et d'existence devenues intenables. Il y a un sentiment d'injustice devenu intolérable. En historien, je peux constater que les révoltes sont toujours prévisibles a posteriori. Mais personne, pourtant, ne pouvait imaginer que des jeunes descendraient le même jour dans la rue à Paris, Marseille, Lyon ou Milan, avec des formes d'expression tout à fait similaires.

Sur le même thème



« Depuis Nicolas Sarkozy, les ministres de l'Intérieur ont manqué de courage » : Marie Lajus, ancienne préfète, ausculte la menace qui pèse sur les libertés publiques

La dimension politique de cette révolte est incontestable. Une analogie avec la Commune de Paris me frappe : le discours anticommunard ressemble beaucoup à celui qui se répand aujourd'hui. Il refuse de s'interroger sur les causes sociales et politiques de la révolte et se contente de la criminaliser, parfois en la racialisant. En France comme en Italie, il y a une forme d'ethnicisation ou de biologisation de la révolte. C'était déjà le cas dans le discours anticommunard : Paris était décrit comme aux mains des « sauvages », des « barbares », et la civilisation comme menacée.

Ensuite, nous avons assisté à des violences policières extrêmes, avec de jeunes adolescents éborgnés et mutilés, mais le discours dominant se focalise sur la propriété. Or, je pense que cette jeunesse est consciente qu'il y a beaucoup plus de violence incorporée dans une multinationale que dans le geste d'un jeune qui lance une pierre contre une vitrine.

Une génération est-elle en train de se politiser ?

Une génération se constitue, se forge autour d'un événement fondateur. Le 17 octobre a politisé une génération. Mais une chose est certaine : cette jeunesse ne veut pas d'un système qui est aussi un modèle anthropologique fondé sur la compétition, l'individualisme. Elle refuse l'idée d'un futur réduit à une utopie privatisée**,** où il faudrait penser l'avenir uniquement en termes de réussite individuelle et de carrière. C'est une révolte contre une civilisation et contre un système de valeurs qui semblait s'être imposé comme une forme de vie immuable.

J'ai vu, dans les manifestations, ce slogan : « Nous voulons sortir de l'époque contemporaine. » C'est une protestation contre le « présentisme », ce régime d'historicité enfermé dans le présent, sans horizon d'attente. Les manifestants veulent briser cette cage de fer. Je crois qu'une conscience historique s'exprime dans un slogan comme celui-là. Pendant vingt ans, des mouvements sociaux parfois puissants n'ont pas su se projeter dans le futur. Je ne dis pas que ce problème est réglé. Nous ne savons pas encore où nous allons, nous sommes au milieu d'une crise en cours, mais peut-être une alternative est-elle en train de se dessiner.

Au-delà de la génération que vous décrivez, assiste-t-on à une convergence des luttes ?

C'est une demande qui surgit de cette révolte. Les jeunes qui descendent dans la rue, qui bloquent les lycées et les universités, savent qu'ils ne pourront pas gagner si leur mouvement ne dépasse pas ses propres frontières. La convergence des luttes est donc une nécessité. Elle a commencé.

Sur le même thème



5 novembre : pourquoi plusieurs collectifs féministes appellent à l'intersectionnalité des luttes

L'historien, Patrick Boucheron décrit dans *Libération* une période « préautoritaire », plutôt que « prérévolutionnaire ». Qu'en pensez-vous ?

Je dirais que la dialectique de l'histoire est précisément faite de cette incertitude. Pourquoi pas une situation prérévolutionnaire ? Les prémisses existent. Je ne définis pas pour autant la crise actuelle comme prérévolutionnaire, il est trop tôt pour le dire. Mais si ce mouvement se délite, s'épuise, si la convergence ne trouve pas d'expression politique ni de formes de résistance face à la répression très brutale qui s'exerce aujourd'hui, un tournant autoritaire fait aussi partie des issues possibles. Tout est déjà en place. Je dirais même que la violence de ce pouvoir est inversement proportionnelle à son degré de légitimité.

Il n'y a ni conspiration ni force occulte qui planifierait les événements. Des révoltes s'expriment spontanément. La mémoire que j'étudie dans mon livre est une mémoire souterraine, une mémoire que j'appelle « marrane ». La mémoire des révoltes, des mouvements émancipateurs, est une mémoire alternative à ce que Pierre Nora a appelé les *« lieux de mémoire »,* institutionnalisés et sacralisés par des politiques mémorielles qui sont des politiques du pouvoir.

Sur le même thème



Mouvement lycéen : ciblés par une enquête administrative, les enseignants de Paul-Éluard craignent une vague de répression

Les mémoires de la révolte sont invisibles. Elles se transmettent comme des fleuves souterrains et, soudain, ressurgissent et prennent la forme d'une explosion. Pour comprendre ces mouvements, il faut regarder ce qui se passe sous la surface.

Depuis le 7 octobre 2023, la mémoire de la Shoah, qui avait été pendant des décennies un outil de lutte contre le racisme et les discriminations, a été dialectiquement renversée en son contraire. Elle a été mobilisée pour légitimer un génocide. Ce qui se passe maintenant, c'est un mouvement qui veut renverser tout ce dispositif devenu mensonger.

La laïcité n'est-elle pas, elle aussi, retournée contre les musulmans ?

Oui. Dans les extrêmes droites que j'appelle *« postfascistes »,* il y a eu une transition de l'antisémitisme, qui était l'un des piliers des cultures nationaliste et fasciste dans la première moitié du XXe siècle, vers l'islamophobie, qui est aujourd'hui l'élément fédérateur de toutes les extrêmes droites.

Cela explique les relations de ces mouvements avec Israël et leur soutien au génocide à Gaza. Cela ne signifie pas que l'antisémitisme ait disparu en tant que préjugé, ni que les extrêmes droites ne demeurent pas l'un de ses foyers. Mais l'axe idéologique de ces extrêmes droites est aujourd'hui l'islamophobie, avec la transformation de la laïcité, qui est un principe qu'il faut défendre, en une arme contre une minorité, la minorité musulmane.

Après la disparition de l'horizon révolutionnaire avec l'échec des pays communistes, quel débouché politique pour ces révoltes ?

Je pense que nous sommes toujours en train de le chercher. Au XXe siècle, la gauche disposait de modèles : un modèle social-démocrate et un modèle communiste. Elle

proposait une alternative et, dans l'imaginaire collectif, on ne pensait pas que le capitalisme était sans alternative. Cet horizon s'est fermé en 1989, événement que j'ai moi-même vécu comme libérateur.

Mais nous avons très vite pris conscience qu'il marquait aussi la fin d'une séquence historique, celle des révolutions du XXe siècle. Depuis, la gauche a été incapable d'inventer de nouveaux modèles. Le communisme, comme perspective révolutionnaire, a quitté la scène de l'histoire.

Sur le même thème



« Le racisme gangrène la société française » : le père de Pengo Bossio Wangi, victime de l'attentat de Trappes appelle à une prise de conscience

Les mouvements apparus par la suite étaient donc des mouvements sans mémoire. Ils critiquaient l'ordre existant, mais ne pouvaient plus s'inscrire dans une continuité. Je donne souvent l'exemple des communistes déportés dans les camps nazis et exécutés. Au moment de mourir, ils savaient que leur sacrifice n'était pas inutile, parce qu'ils appartenaient à un mouvement qui pouvait poursuivre leur lutte.

Cette conscience historique d'appartenir à un mouvement qui marche vers l'avenir contenait beaucoup d'illusions, mais elle possédait une force extraordinaire : « Le futur nous appartient. Je peux mourir, d'autres continueront mon combat. » La perte de ce repère a été désastreuse.

Il existe, je crois, un hiatus assez béant entre la richesse de la pensée critique contemporaine et l'incapacité à construire une alternative politique. Mais cette élaboration théorique n'a pas encore été capable de soutenir un mouvement politique qui dessine une alternative aux yeux des classes subalternes, des classes laborieuses. Comment ? Je ne sais pas. Les intellectuels peuvent formuler des projets, mais ils doivent surgir des mouvements sociaux eux-mêmes. On ne peut pas les élaborer à froid.

L'échec du communisme historique complique donc l'invention d'un nouvel idéal ?

L'obstacle est énorme. Nous vivons une situation comparable à celle du monde au début de la Grande Guerre, lorsque Rosa Luxemburg avait lancé le mot d'ordre « Socialisme ou barbarie ». Mais il y a une grande différence. Au XXIe siècle, nous devons constater que le socialisme a pris le pouvoir, qu'il a connu un début de mise en œuvre et que, dans plusieurs cas, il est devenu l'une des dimensions de la barbarie elle-même. Nous ne pouvons pas l'ignorer.

Cela signifie qu'on ne peut pas revenir en arrière. Il n'y a pas de modèle à récupérer. On ne peut pas dire que la solution serait de revenir à la social-démocratie des années 1950 et 1960 ou au communisme des années 1920. Il faut donc inventer autre chose.

Il y a eu des tentatives en Amérique latine, en Grèce avec Syriza, en Espagne avec Podemos. Cela n'a pas fonctionné. Aux États-Unis, un mouvement socialiste est en train de monter. Mais je suis incapable de dire aujourd'hui quel profil prendra un nouveau modèle.

La mémoire des révolutions passées peut-elle nous aider à inventer autre chose ?

Je pense qu'on ne peut pas construire le futur sans conscience historique. C'est une banalité de le dire, mais j'en suis convaincu. La mémoire de l'antifascisme, par exemple, est indispensable pour préserver et transformer les démocraties. D'autant que les nouveaux fascismes prétendent défendre la démocratie et s'imposer au sein des institutions pour les transformer de l'intérieur, pour les dénaturer.

J'ai vu, dans les manifestations, des pancartes rappelant la Commune de Paris et le massacre des Algériens à Paris le 17 octobre 1961. Il ne faut pas chercher à injecter artificiellement la mémoire dans des mouvements comme s'ils en étaient dépourvus. Ils possèdent déjà une mémoire, parfois inscrite dans l'inconscient et l'imaginaire collectif. Il faut peut-être lui donner une visibilité et une forme.

Sur le même thème



« Toi, tu vas sucer la matraque » : Disclose identifie 15 cas de violences sexuelles commises par des policiers depuis le début mouvement lycéen

Je donne dans mon livre l'exemple de cette vague iconoclaste aux États-Unis, avec ces statues qui célébraient l'esclavage ou le colonialisme et qui ont été déboulonnées. Ce mouvement a été stigmatisé comme barbare. On présentait ses acteurs comme des ignorants qui voulaient détruire l'histoire. Or, ces mouvements ont été un moment extraordinaire de réappropriation du passé par les sociétés.

Je suis convaincu, avec Walter Benjamin, qu'on peut parler d'une réactivation du passé. Évidemment, ce qui a eu lieu ne peut pas être changé, mais le passé n'est pas un continent froid, archivé, épuisé et radicalement séparé du présent. Dans certaines circonstances historiques, changer le présent signifie aussi racheter le passé. Benjamin employait même un concept théologique, celui de *« rédemption du passé »*. Il s'agit de faire justice aux vaincus du passé, de les racheter.

Survivances de la révolte, Essai sur la dialectique de la mémoire, d'Enzo Traverso, La Découverte, 460 pages, 26 euros.

Le journal des intelligences libres

« C'est par des informations étendues et exactes que nous voudrions donner à toutes les intelligences libres le moyen de comprendre et de juger elles-mêmes les événements du monde. »
Tel était « Notre but », comme l'écrivait Jean Jaurès dans le premier éditorial de l'Humanité, le 18 avril 1904. 122 ans plus tard, il n'a pas changé.
Grâce à vous. Soutenez-nous ! Votre don sera défiscalisé : donner 5€ vous reviendra à 1.65€. Le prix d'un café.
Je veux en savoir plus !